

Communauté
de Communes



Territoire de
Beaurepaire

CONSEIL COMMUNAUTAIRE *Compte rendu*

LUNDI 27 AVRIL 2015 À **20 H00**

*Salle d'animation rurale –
Commune de Bellegarde Poussieu*

ORDRE DU JOUR

I- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	3
1. Marché de travaux Za des Blâches à Jarcieu – choix des entreprises	3
2. Protocole de répartition des surfaces économiques	4
II- ENVIRONNEMENT	5
3. Lancement de l'appel d'offres pour la collecte des ordures ménagères	5
4. Convention avec ECODDS	6
5. Convention avec OCAD3E – renouvellement.....	7
III- HABITAT - LOGEMENTS.....	8
6. Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés – positionnement de la collectivité sur sa participation financière	8
IV- VOIRIE	9
7. Travaux d'investissement voirie 2015 : convention sous mandat avec les communes de Pisieu et Pommier de Beaurepaire et demande de subventions	9
8. Demande de subvention : Aménagement de sécurité à Pisieu	9
9. Demande de subvention au Syndicat hydraulique Bièvre Valloire	10
10. Modification des statuts : intégration dans la voirie intercommunale d'un ouvrage d'art	10
V- CULTURE - PATRIMOINE	11
11. Appel à projets 2015	11
VI- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE	11
12. Participation financière projets DEMOS – OVIV et CIB	11
VII- NOUVELLES TECHNOLOGIES	12
13. Convention de gestion de la téléphonie des communes par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	12
VIII-ADMINISTRATION GÉNÉRALE	13
14. DSP Crématorium.....	13
15. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage du gymnase de Monsteroux Milieu	14
16. Demande de subvention – opération sous mandat gymnase Monsteroux Milieu.....	15
17. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage de construction d'une école, transformation de l'école existante en salle d'animation, restauration partielle du château et mission Ad'Ap	15
18. Demande de subvention – Opération sous mandat Montseveroux -.....	16
19. Tarifs du personnel mis à disposition du SEMIG/BLV/CLE	17
20. Groupement de commande pour l'achat d'électricité avec le SEDI	17
IX- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	18
X- QUESTIONS DIVERSES.....	18

I- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

1. Marché de travaux Za des Blâches à Jarcieu – choix des entreprises

Vu la délibération du 23 février 2015 relative à l'approbation du projet d'extension de la Za des Blâches à Jarcieu et de son plan de financement,

Vu cette même délibération autorisant le lancement de l'appel d'offre relatif aux travaux,

Considérant qu'une consultation, dans le cadre d'une procédure adaptée, a été lancée le 24 février 2014 pour le choix de l'entreprise ou groupement d'entreprises adjudicataire des travaux.

Au terme de l'analyse des offres effectuée par le maître d'œuvre – Société D2i Conseil - et en accord avec la commission des marchés de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire réunie le 16 avril 2015, il est proposé de retenir :

Lot	Entreprise adjudicataire	Montant HT
Tranche ferme	Eiffage – Marchand	51 616,15 €
Tranche conditionnelle n°1		108 269,40 €
Tranche conditionnelle n°2		5 820,00 €
TOTAL HT		165 705,55 €
TVA 20%		33 141,11 €
TOTAL TTC		198 846,66 €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le choix de l'entreprise adjudicataire des travaux tel que décrit ci-dessus, pour un montant total de travaux de 165 705,55 € HT,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

2. Protocole de répartition des surfaces économiques

Pour rappel :

La portée du protocole

Les espaces économiques concernés par ce protocole sont les **zones économiques dédiées uniquement**. Ce sont toutes les zones Ui ou Aui de vos PLU qui ont pour vocation d'accueillir des activités économiques **non compatibles** avec les zones d'habitat. Ce protocole ne concerne donc pas les zones urbaines mixtes qui sont en mesure d'accueillir des activités économiques par définition compatibles avec les autres vocations de la zone.

La communauté de communes s'est vue attribuée 34 ha d'espaces économiques dédiés **libres et mobilisables**.

Dans cette enveloppe, sont comptées :

- les surfaces de ZA nettes c'est à dire le parcellaire hors voiries, servitudes et équipements de la ZA
- les surfaces (aménagées ou non) non occupées / non vendues à l'utilisateur final / hors réserves d'entreprises

La démarche d'élaboration

Pour se répartir les 34 ha, il a fallu tout d'abord faire un bilan de l'occupation actuelle de vos zones Ui ou Aui

Le tableau ci joint fait ainsi le bilan (qui pourra être modifié suite au bureau du 13/04) de votre commune avec 5 grandes catégories :

- foncier non disponible
- foncier disponible mais non mobilisable (réserve d'entreprise)
- le foncier disponible (unique catégorie qui "compte" pour les 34 ha)
- la proposition de surface pour le protocole
- le foncier en proposition de déclassement (car à priori non pertinent)

Le Conseil communautaire est invité à noter la proposition de répartition de surface du protocole : elle reprend l'état du foncier disponible actuel avec une adaptation en fonction de projet à venir. La proposition de déclassement en est une conséquence.

Cette proposition de protocole porte sur 35,9 ha au lieu de 34 ha. Il s'agit d'une proposition technique pour utiliser la notion de compatibilité avec le scot et compenser les déclassements importants que nous allons opérer (près de 69 ha).

Pour information, globalement, cette surface sera partagée en deux zones distinctes (correspondant à un phasage d'ouverture à l'urbanisation) qui devront apparaître dans le zonage du PLU selon la répartition "court et moyen terme" - "long terme". Lorsque 70% des surfaces "court et moyen terme" à l'échelle communale auront été consommées, la commune pourra demander l'ouverture des surfaces "long terme" après avis du SCOT et de l'EPCI.

Z A E	Commune	Foncier non disponible	Foncier disponible mais non «maîtrisable» par la collectivité (réserve	Foncier disponible	Proposition protocole et différence / foncier dispo	Foncier à déclasser
ARDAGH ROUTE DE VIENNE	Beaurepaire	1,04			0	
BOURGET RTE DE JARCIEU	Beaurepaire	1,65			0	
ZA DE CHAMPLARD	Beaurepaire	31,32		18,55	18,55	62,92
ZA DU BATTOIR	Beaurepaire	0,77			0	
ZI DE LA MALADIERE	Beaurepaire	15,5	3	4,83	4,8	
ZI DE LA VALLOIRE	Beaurepaire	2,18			0	

ZI DE PRE MORNAY	Beaurepaire	11,08	0	0,99	0,9	
ZI DES ABBATOIRS	Beaurepaire	1,06		2,14	2,1	1,41
ZI DES FROMENTAUX	Beaurepaire	7,14	1	1,83	1,8	
ZI DU PONT DU MILIEUX	Beaurepaire	1,91			0	
ZI DU POULOUX	Beaurepaire	16,43			0	
	TOTAL Beaurepaire	90,08	4	28,34	28,34	64,33
ZA DE BELLEGARDE POUSSIEU	Bellegarde-Poussieu	1,9	2	0,34	0,3	
ZA DES RIVOIRES	Cour-et-Buis	1,87	1		1 (+1)	0,05
ZA LES BLACHES	Jarcieu	4,01		2,41	2,4	0,37
LE GONTARD	Monstereux-Milieu	1,29			0	
LES BOURNES	Montseveroux	0,95			0	
ZA LES ECHAUX	Pact	1,2	1	0,69	0,6	0,63
SUCHARDON SUD	Pommier-de-	0,74			0	
TENCATE	Primarette	1,98			0	0,04
ZA ETANG GIRARD	Revel-Tourdan	2,89	2	4,08	3,08 (-1)	2,08
ZA LE SUZON	Saint-Barthélemy	2,53			0	
ZA LES FROMENTAUX	Saint-Barthélemy	0,81			0	2,13
CHEZ MADAURE	Saint-Julien-de-	0,6			0	
	Pisieu	0	0	0	0	0
	Châlons	0	0	0	0	0
	TOTAL CCTB en ha	110,85	1	35,86	31,78	69,63

Après délibération, le protocole sera signé à l'échelle du Syndicat Bièvre Valloire avec les autres EPCI.

DÉCISION DU CONSEIL : MAJORITÉ (1 ABSTENTION)

II- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

3. Lancement de l'appel d'offres pour la collecte des ordures ménagères

Rappel : par délibération du 26 juillet 2010 la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a validé le choix de l'entreprise SERNED pour le marché de collecte des ordures ménagères.

Ce marché passé pour 5 années, arrive à échéance au 31 décembre 2015 et il est désormais nécessaire de procéder à une nouvelle consultation.

Ce nouveau marché de collecte, comprend la collecte et l'évacuation des déchets ménagers en porte à porte sur le canton de Beaurepaire et la collecte et transmission d'information avec l'informatisation embarquée pour compter le nombre de levées de bacs dans le cadre de la redevance incitative.

Le marché de service sera conclu pour une durée de 3 ans à partir du 1^{er} janvier 2016, renouvelable deux fois un an.

L'offre sera décomposée selon 3 options proposées par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire :

1/ Offre pour une collecte en C1 sur l'ensemble des 15 communes et quelques professionnels 2 à 3 fois par semaine

2 / Offre pour une collecte en C1 sur l'ensemble des 15 communes, en C 0,5 pour le pavillonnaire et 2 à 3 fois par semaine pour quelques professionnels

3 / Offre pour une collecte en C1 sur l'ensemble des 15 communes, en C1 sur le pavillonnaire sur la période mai à septembre, et C ,05 sur le pavillonnaire d'octobre à avril et 2 à 3 fois par semaine pour quelques professionnels.

La collectivité se réserve le droit de choisir à tout moment de sélectionner une option, notamment l'option 2 et 3 en fonction de la dérogation obtenue pour la Sous-Préfecture relative à la collecte en C 0,5.

En effet, le Préfet de l'Isère a autorisé, par arrêté préfectoral, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à déroger l'article R2224-23 du Code général des collectivités territoriales pour une période de 2 ans, soit jusqu'au 4 mars 2016.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire devra procéder à une nouvelle demande d'autorisation à l'issue de cette période.

Ne pouvant présager de l'accord préfectoral à venir, il est donc proposé de proposer 3 options (susvisées) aux candidats.

Les critères relatifs au jugement des offres seront pondérés de la manière suivante :

- | | |
|---|------|
| 1- Valeur technique des prestations | 40 % |
| 2- Prix des prestations | 60% |
| - Part à l'habitant (sur la base de 15 418 habitants) | 30% |
| - Part au tonnage (sur la base de 1 850 T par an) | 30 % |

Il est également rappelé aux candidats que la part à l'habitant ne saura excéder 40 % du montant du marché.

Le Conseil communautaire est sollicité afin de :

Autoriser le Président à lancer la consultation dans le cadre d'un appel d'offre ouvert pour la collecte des ordures ménagères pour un montant estimatif d'environ 270 000 € HT par an,

Autoriser le Président à signer tout document afférent à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL: UNANIMITÉ

4. Convention avec ECODDS

(Convention sur le site « élu »)

Dans le cadre de ses compétences, notamment en matière de collecte, élimination du traitement des déchets, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire passe régulièrement des marchés pour la collecte des déchetteries, soit :

- Marché des déchets ménagers spéciaux
- Marché des déchets d'activité de soins à risques infectieux
- Marché des bennes gros objets

Ces marchés arrivant à échéance, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire va, au second semestre 2015, procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Concernant les déchets ménagers spéciaux, un nouvel éco-organisme EcoDDS (déchets diffus spécifiques des ménages), a été créé depuis le 20 avril 2013 avec pour mission d'organiser la collecte sélective des DDS ménagers et leur traitement à l'échelle nationale.

Cette collecte (spécifique) serait ainsi à déduire du marché des déchets ménagers spéciaux, permettant d'effectuer une certaine économie pour la collectivité : pour 2014 l'économie réalisée serait estimée à 11 000 €.

La signature d'une convention avec l'éco-organisme EcoDDS s'effectuera aux conditions suivantes :

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 27 avril 2015/Compte rendu

- Durée : 1^{er} jour du mois calendaire suivant la contre signature de l'organisme et pour une durée indéterminée tant qu'EcoDDS est titulaire de manière continue d'un agrément
- La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire doit s'engager à collecter séparément et remettre à EcoDDS, les DDS apportées selon les règles édictées par l'éco-organisme. La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire ne collectera pour le compte d'EcoDDS que les apports ménagers et si elle accepte les déchets des professionnels, les seuils de l'arrêté produits pour certaines catégories feront foi.
- L'éco-organisme s'engage à mettre à disposition des contenants gratuitement pour la collecte séparée des déchets, de mettre à disposition un kit de communication, de prendre en charge en nature la formation des agents de déchetterie, et s'engage à procéder à l'enlèvement des contenants.

Le soutien financier est :

- Fixe par déchetterie : 812 €
- Communication locale : 0,03 €/habitant
- Prise directe des contrats opérateurs
- Formation des agents de déchetterie

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la convention ci-annexée avec ECODDS,

Autoriser le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

5. Convention avec OCAD3E – renouvellement

(Documents sur le site « élu »)

Vu la délibération du 23 avril 2007 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la mise en place d'une collecte sélective des DEEE sur le territoire de la communauté de communes.

Vu la délibération du 21 janvier 2013, relative à la signature d'une nouvelle convention avec OCAD3E laquelle désigne l'éco-organisme référent suivant : Ecologic, lequel assurera la fourniture des dispositifs de collecte, l'enlèvement, le regroupement, le transport et le traitement aux normes des déchets collectés.

OCAD3E a obtenu le renouvellement de son agrément comme éco-organisme coordonnateur pour les DEEE ménagers pour la période 2015-2020, sur la base d'un nouveau cahier des charges et d'un nouveau barème. L'arrêté a été signé le 24 décembre 2014 par le Ministère de l'écologie, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de l'économie.

Les évolutions pour la période 2015-2020 s'inscrivent dans le respect des missions fondamentales d'OCAD3E d'assurer auprès des collectivités l'intermédiation administrative et financière afin de leur offrir une interface unique garantissant :

- La contractualisation pour une couverture universelle du territoire
- La continuité du service d'enlèvement et du versement des soutiens financiers

Parallèlement l'OCAD3E conserve sa mission de coordination de la filière s'agissant :

- Du suivi des obligations de la filière DEEE ménagers
- De l'harmonisation de la communication des éco-organismes et des (éventuels) systèmes individuels

- De la coordination des études techniques d'intérêt général

Le nouveau barème de soutien modifie sensiblement en faveur de la collectivité la convention OCAD3E.

La société en accord avec les associations représentantes des collectivités et le Ministère de l'écologie, il a été décidé de résilier de façon anticipée au 31 décembre 2014 la convention existante afin que la durée de la nouvelle convention coïncide avec la durée du nouvel agrément OCAD3E.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la convention ci-annexée avec OCAD3E,

Autoriser le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

III- HABITAT - LOGEMENTS

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

6. Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés – positionnement de la collectivité sur sa participation financière

Le décret n°2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) a mis en place de nouvelles conditions relatives au financement des projets de réhabilitation thermique.

Les deux principaux impacts de ce décret sont :

- Baisse de l'aide de solidarité écologique de 3 000 € à 2 000 € pour les ménages très modestes et 3 000 € à 1 600 € pour les ménages modestes
- Recommandation de l'Anah de ne pas appliquer la majoration ASE dans le cas où la collectivité apporte une aide complémentaire

Ainsi, sur cette base, la majoration ASE ne sera plus appliquée sur la participation de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, à l'exception des dossiers en stock déposés en 2014 et ceux déposés depuis janvier 2015 concernés par les catégories « adaptation à la perte d'autonomie » ou « forte dégradation » en plus de la catégorie « précarité énergétique ».

Dans ce contexte, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est sollicitée afin de faire part dans un délai d'un mois, dans quelle mesure elle va continuer à participer financièrement pour les dossiers ne bénéficiant plus de majoration. Cette information étant indispensable pour instruire les dossiers et ainsi notifier à chaque demandeur le montant d'aides qui lui sera accordée.

Le conseil communautaire est sollicité afin de :

Valider le principe de continuer à participer financièrement à hauteur de 500 € pour tous les dossiers du programme FART quelques soit la majoration ou pas appliquée par l'Etat.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

IV- VOIRIE

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

7. Travaux d'investissement voirie 2015 : convention sous mandat avec les communes de Pisieu et Pommier de Beaurepaire et demande de subventions (Projets de convention sur le site « élu »)

Rappel : Les communes de Pisieu et de Pommier de Beaurepaire ont prévu d'effectuer des travaux de voirie sur leur commune et il a paru intéressant de les réaliser en même temps que ceux de la Communauté de Communes.

Pour ce faire la Communauté de Communes va lancer un appel d'offres.

Il est proposé de passer une convention d'opération sous mandat avec chaque commune concernée pour le compte desquelles la Communauté de Communes réalisera les travaux. Cette convention permet ainsi de définir les modalités de remboursement de la part communale.

Pour la commune de Pisieu, l'enveloppe des travaux est estimée à 4 000 € HT et concerne :

- *VIC 18 : de Pisieu au carrefour de la Croix : revêtement enrobé et aménagement de sécurité – création d'accotements stabilisés*
- *VIC 18 : carrefour de la Croix à Pisieu : aménagement de sécurité du carrefour*
- *VIC 18 : carrefour de la Croix à Pisieu jusqu'en limite de Pommier de Beaurepaire : revêtement enrobé et aménagement de sécurité – création d'accotements stabilisés*

Pour la commune de Pommier e Beaurepaire, l'enveloppe des travaux est estimée à 3 500 € HT et concerne :

- *VIC 17 : Pommier de Beaurepaire : aménagement pour la gestion d'eau pluviale sur la chaussée*

Il est à noter que la part du coût de la maîtrise d'œuvre est incluse dans les estimations.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter les demandes d'opération sous mandat des communes de Pisieu et Pommier de Beaurepaire pour effectuer les travaux de voirie susvisés dans le cadre des travaux d'investissement voirie 2015,
Autoriser le Président à signer les conventions de mandat (ci-annexées) avec les communes susvisées afin de formaliser cette opération sous mandat,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

8. Demande de subvention : Aménagement de sécurité à Pisieu

L'aménagement de sécurité du carrefour de la Croix de Pisieu peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès du Conseil général.

Il est donc proposé de solliciter l'aide du conseil général pour ces aménagements de sécurité sur la VIC 18.

Vu les compétences de la Communauté de Communes, notamment en matière de voirie intercommunale,

Considérant les aménagements nécessaires à la sécurité des usagers de la route à un carrefour situé sur la voirie intercommunale,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sollicite l'aide du Conseil général de l'Isère pour l'octroi d'une subvention pour les opérations d'aménagement de sécurité.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Solliciter l'aide du Conseil général de l'Isère pour l'obtention d'une subvention dans le cadre des aménagements de sécurité des ouvrages d'art de la voirie intercommunale,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

9. Demande de subvention au Syndicat hydraulique Bièvre Valloire

Suite aux inondations de fin d'année 2013, une étude hydraulique a été lancée à Pommier de Beaurepaire. Les travaux réalisés sur la voirie intercommunale pourraient être mis en cause dans l'inondation d'une maison à deux reprises.

Cette étude a mis en évidence les travaux à réaliser. Le Syndicat hydraulique Bièvre Valloire avait financé à hauteur de 25% cette étude.

Il est désormais proposé de solliciter l'aide du Syndicat hydraulique Bièvre Valloire pour le financement de la réalisation des travaux à hauteur de 25%.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Solliciter l'aide du Syndicat hydraulique Bièvre Valloire afin de participer financièrement à la réalisation des travaux hydrauliques,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

10. Modification des statuts : intégration dans la voirie intercommunale d'un ouvrage d'art

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant le souhait de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire de procéder à l'intégration d'un ouvrage d'art dans la voirie intercommunale au regard de sa situation géographique,

Il est proposé de procéder à la modification du plan de la voirie d'intérêt communautaire annexé à l'arrêté préfectoral n°2001-10783 relatif aux statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, et d'ajouter l'ouvrage d'art sis chemin des Coches (limite des Communes de Monstereux Milieu – Montseveroux – Chalon).

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la modification des statuts tels que proposés ci-dessus,

Solliciter l'avis des conseils municipaux sur cette modification,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

V- CULTURE - PATRIMOINE

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

11. Appel à projets 2015

(Convention sur le site « élu »)

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant le lancement d'un appel à projets sur les thématiques « Culture intercommunale », « patrimoine » ou « autour du livre » pour soutenir des projets intercommunaux réunissant les critères énoncés dans le projet de convention,

La Commission culture-patrimoine propose de retenir 11 projets du territoire :

1. 150 ans de la musique d'Harmonie à Jarcieu et Beaurepaire pour les 2 concerts de Musique on (re)tourne et du gala
2. Le Festival Jeunesse le Buis'son à Cour et Buis,
3. Le "Festival d'Humour" à Primarette,
4. "Carnets de voyage" à Beaurepaire,
5. "Volcans, les forges de la vie ? (Lectures, spectacles, expositions, débats)" à Revel Tourdan et Beaurepaire,
6. Les "Découvertes médiévales" à Montseveroux,
7. Rencontre culturelle entre les 3 groupes des Nuits de Montseveroux et les enfants, jeunes du centre social l'OVIV,
8. "Premier Festival de la Bande Dessinée" à Montseveroux,
9. "Ciné BD" à Beaurepaire
10. Festival jeunes publics et familles : "L'enfant Phare" à Beaurepaire, Revel Tourdan et St Barthélémy,
11. Exposition, ateliers participatifs sur la céramique et l'art singulier à Chalon, Monsteroux-Milieu et Montseveroux,

Il est proposé de signer une convention entre chaque association contractant les dépenses du projet et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le projet de convention ci-annexé à venir entre les associations qui contractent les dépenses du projet et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, les crédits étant prévus au budget primitif 2015 (enveloppe globale de 14 000 €),

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

VI- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

12. Participation financière projets DEMOS – OVIV et CIB

Le dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musicale à vocation Sociale) donne accès à des enfants issus de milieux défavorisés, à la musique classique par l'apprentissage d'un instrument (corde ou

cuivre) sans utiliser le solfège et en groupe. Les enfants jouent toutes les semaines avec des professeurs formés à la méthode et pendant les vacances scolaires.

Après avoir joué au festival Berlioz l'an dernier, ils joueront cette année à la Philharmonie (plus grande salle de musique classique en Europe) à Paris, les 26, 27 et 28 Juin, avec tous les enfants de DEMOS. Le voyage au départ de Lyon, est entièrement financé par le Conseil Général de l'Isère pour l'ensemble des enfants faisant partie du projet.

Ce projet fait partie intégrante de la famille dans son ensemble et les deux centres sociaux l'OVIV et le CIB travaillent beaucoup avec les familles dans ce sens pour que les enfants soient présents au temps de répétition et de travail. Les familles s'investissent en préparant le repas des enfants pendant les stages lors des vacances scolaires. Ce qui permet pour le centre social de travailler l'équilibre alimentaire.

C'est tout aussi naturellement que les familles s'investissent depuis octobre 2014 dans le voyage permettant d'accompagner leurs enfants, plusieurs actions leur ont permis de "récolter" de l'argent : vente de gâteau, de repas, un loto...

Cela concerne 15 familles pour l'OVIV et 30 pour le CIB.

La partie autofinancement a permis d'engranger 286 € pour l'OVIV et 3200 € pour le CIB, des aides à la CAF ont aussi été demandées, chaque famille participe aussi à ce voyage, soit 90 € par personne pour l'OVIV et 50 € par personne pour le CIB.

Il manque 300 € au centre social OVIV pour boucler leur budget et 1 500 € au Centre social de l'île du Battoir.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter de participer au projet DEMOS en aidant les familles à hauteur de 300 € pour l'OVIV et de 1 500 € pour le CIB,

Autoriser le Président à signer une convention avec chacun des centres sociaux afin de formaliser cette opération,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

VII- NOUVELLES TECHNOLOGIES

RAPPORTEUR : Elisabeth TYRODE

13. Convention de gestion de la téléphonie des communes par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

(Document consultable sur le site « elu »)

Dans le cadre de ses missions et dans le but de réduire les dépenses fonctionnelles de télécommunications, le service informatique de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a mis en place en 2009 un autocommutateur téléphonique privé, utilisant le protocole internet. En 2010, le déploiement de la téléphonie dite IP a été poursuivi à la mairie de Beaurepaire, laquelle est raccordée au même réseau local que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Au vue des économies réalisées, cette politique de raccordement au central téléphonique de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des communes membres s'est poursuivie en 2014 dans les mairies de Jarcieu et Montseveroux, à la Commission locale de l'eau, au syndicat hydraulique de Bièvre Liers, à la maison des associations de la commune de Beaurepaire.

Ce processus de mutualisation de la ToIP doit s'inscrire dans une convention de mutualisation dont les termes doivent être adoptés en Conseil communautaire et laquelle fixera les conditions de gestion de la téléphonie sur IP dans les communes par le service informatique de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Adopter la convention de mutualisation portant sur la gestion de la téléphonie des communes par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Autoriser le Président à signer ladite convention ci-annexée et ainsi que les éventuelles conventions à venir avec de nouveaux signataires,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : MAJORITÉ (1 ABSTENTION)

VIII- ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

14. DSP Crématorium

Par un arrêté du 28 janvier 2010, le Ministre de la Santé a imposé aux installations de crématorium le respect de nouvelles normes d'émission très contraignantes à compter du 16 février 2018.

Le four installé par le délégataire, la société FUNECAP, en exécution du contrat conclu le 7 novembre 2005, soit antérieurement à l'édiction de l'arrêté précité, ne comporte pas l'installation de filtration nécessaire pour satisfaire aux normes applicables à compter du 16 février 2018.

Il est rappelé que le contrat de délégation de service public qui lie la société à la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire stipule par en son article 3.3 :

- « *Investissements supplémentaires du gestionnaire du crématorium*

Si pour des raisons législatives, réglementaires ou autres, le gestionnaire du crématorium était amené à investir des biens supplémentaires ou à modifier les équipements existants dont le montant serait susceptible de remettre en cause l'équilibre financier du contrat d'affermage, les parties se réuniraient pour rechercher en commun une solution compatible avec les textes réglementaires en vigueur et les prix du marché supportés par les familles ».

Ainsi, le délégataire a été invité par courrier à rechercher avec la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire le moyen de financer l'installation de filtration nécessaire dans le souci de la meilleure exécution possible du service public de crémation.

La société FUNECAP a fait parvenir à la CCTB un projet d'avenant, lequel a été étudié par la Commission d'ouverture des plis chargée d'émettre un avis sur le projet d'avenant n°2 au contrat de délégation de service public du crématorium.

La société investirait dans un nouveau four.

*Coût estimatif de l'opération : investissement four + filtration 475 000 € à la charge de l'opérateur
Investissement immobilier 250 000 € à la charge de la CCTB*

Pour se faire, la société FUNECAP propose :

- *D'étendre la DSP de 7,5 années supplémentaire au regard des investissements consentis.*
- *Une augmentation progressive du tarif « famille »*
- *Une baisse de la taxe perçue par la CCTB de 200 € à 160 €*

La commission DSP crématorium réunie à cet effet le 31 mars 2015, émet un avis favorable sur les propositions de FUNECAP, notamment le rallongement de la DSP de 7,5 années pour permettre l'amortissement des investissements, et la diminution de la redevance perçue par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sous réserve toutefois d'une clause de revoyure selon la rédaction suivante : « dans l'hypothèse où les volumes annuels de crémations seraient supérieurs ou inférieurs de plus 20% aux prévisions du compte prévisionnel d'exploitation sur une période de 3 années consécutives, les parties conviennent de se rapprocher afin d'étudier les éventuels aménagements à prévoir pour maintenir l'équilibre du contrat ».

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les dispositions de l'avenant n°2 à la délégation de service public du crématorium telles que décrites ci-dessus et selon le projet d'avenant ci-annexé,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : MAJORITÉ (1 ABSTENTION)

15. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage du gymnase de Monsteroux Milieu

(Projet de convention sur le site « élu »)

Vu la délibération de la Commune de Monsteroux Milieu en date du _____ validant le choix de procéder à une opération sous mandat pour les travaux de rénovation d'un gymnase communal à Monsteroux Milieu,

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, et notamment l'article 7 de ses statuts,

Vu l'article L 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter de recevoir mandat de la Commune de Monsteroux Milieu pour effectuer les travaux de rénovation du gymnase communal de Monsteroux Milieu,

Autoriser le Président à signer la convention de mandat (projet annexé) avec la Commune de Monsteroux Milieu afin de formaliser cette opération,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

16. Demande de subvention – opération sous mandat gymnase Monsteroux Milieu

Dans le cadre de l'opération sous mandat pour la rénovation du gymnase de Monsteroux Milieu, des aides financières peuvent être sollicitées, notamment auprès du Conseil général.

Il est donc proposé de solliciter l'aide du Département selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Financement	Montant HT de la subvention	Taux
DETR	50 893 €	20 %
Département	101 787 €	40 %
Autres (Parlementaire)	12 723 €	5 %
Sous Total	165 404 €	65 %
Autofinancement / emprunt	89 064 €	35 %
TOTAL	254 468 €	100 %

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Solliciter l'aide du Conseil général de l'Isère pour l'obtention d'une subvention dans le cadre des travaux de rénovation du gymnase de Monsteroux Milieu (opération sous mandat),

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

17. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage de construction d'une école, transformation de l'école existante en salle d'animation, restauration partielle du château et mission Ad'Ap (Projet de convention sur le site « élu »)

La commune de Montseveroux est composée en son cœur de village, d'une église, d'un château et de l'ancien hôpital qui furent successivement construits à partir du XII et XIII siècle.

Le château et l'église ont été restaurés respectivement à partir de 1976-77 et 1985-86.

Le château, édifice a subi différentes remaniements au cours des siècles. Les façades et toitures sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1976.

Occupé par la mairie et l'école depuis son acquisition par la commune en 1864, il abrite également la salle des fêtes qui sert également de salle restauration pour l'école, une cuisine, la cure, la bibliothèque scolaire et différentes salles utilisées par des associations.

La commune de Montseveroux souhaite procéder à des travaux, lesquels se décomposent en 4 volets :

- Construction d'une école primaire avec restaurant scolaire et bibliothèque
- Transformation des salles de classes actuelles et de la bibliothèque de l'école situées au sein du château en salle d'animation de type polyvalente avec cuisine réchauffe plat
- Restauration partielle des façades du château et plus particulièrement celle du porche principal, ainsi que de la couverture d'une aile du château
- Mission Ad'AP : études générales d'accessibilités handicapés pour l'ensemble des espaces accessibles au public du château. Elle portera pour tous les autres locaux ERP existants du château mais aussi pour l'Eglise et le cimetière.

Le montant estimatif du projet est estimé (hors volet mission Ad'ap) : 1 500 000 € HT

Vu la délibération de la Commune de Montseveroux en date du _____ validant le choix de procéder à une opération sous mandat pour les travaux construction d'une école, transformation de l'école existante en salle d'animation, restauration partielle du château et mission Ad'AP,

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, et notamment l'article 7 de ses statuts,

Vu l'article L 5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter de recevoir mandat de la Commune de Montseveroux pour effectuer les travaux susvisés,
Autoriser le Président à signer la convention de mandat (projet annexé) avec la Commune de Montseveroux afin de formaliser cette opération,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : MAJORITÉ (1 ABSTENTION)

18. Demande de subvention – Opération sous mandat Montseveroux -

Dans le cadre de l'opération sous mandat pour la construction d'une école, transformation d'une école en salle d'animation et restauration partielle des façades du château à Montseveroux, des aides financières peuvent être sollicitées, notamment auprès du Conseil général.

Il est donc proposé de solliciter l'aide du Département pour les dossiers suivants :

Poste de dépenses	Montant HT
Acquisition foncière	175 000 €
Ecole primaire / bibliothèque	665 000 €
Restaurant scolaire	285 000 €
Aménagement voirie de sécurité	150 000 €
Salle d'animation	350 000 €
Accessibilité handicapé	?

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Solliciter l'aide du Conseil général de l'Isère pour l'obtention de subvention pour les dossiers susvisés dans le cadre des travaux de construction d'une école, transformation d'une école en salle d'animation et restauration partielle des façades du château à Montseveroux (opération sous mandat),

Solliciter également tout autre financeur potentiel dans le cadre des dossiers susvisés,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

19. Tarifs du personnel mis à disposition du SEMIG/BLV/CLE

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire met à disposition du SEMIG, de BLV et de la CLE un agent chargé d'assurer la comptabilité des services.

Les syndicats s'engagent à rembourser les heures effectuées pour leur compte par ce personnel sur la base du coût d'indice majoré correspondant au grade de l'agent plus les charges patronales.

A titre indicatif, pour l'année 2015 le coût horaire est le suivant :

- Personnel administratif : 15,33 €

Le Conseil communautaire est sollicité afin de :

Approuver le principe de remboursement par les syndicats SEMIG / BLV / CLE des interventions du personnel intercommunal,

Approuver le principe du calcul du taux horaire sur la base de l'indice majoré correspondant au grade du personnel plus les charges patronales,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

20. Groupement de commande pour l'achat d'électricité avec le SEDI

Vu la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité,

Vu le décret n° 2004-597 du 23 juin 2004 relatif à l'éligibilité des consommateurs d'électricité

Vu le Code des marchés publics et notamment l'article 8,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes adoptée le 15 septembre par le Syndicat des Energies du Département de l'Isère (SEDI),

CONSIDERANT que le SEDI propose à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire d'adhérer au groupement d'achat d'électricité, afin d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, et de permettre d'optimiser les prix des prestations.

CONSIDERANT les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour une durée indéterminée.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Decider de l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au groupement d'achat d'électricité par le SEDI,

Autoriser Anabelle MORICEAU SAINT-JOANIS, Directrice du pôle administratif et Anne-Sophie JOUBERT, chargée de mission achat énergies, à recueillir les données relatives aux consommations d'énergies de la collectivité auprès du gestionnaire du réseau de distribution et du fournisseur.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier, notamment la convention constitutive de groupement d'achat d'électricité,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL : UNANIMITÉ

IX- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location

Présentation des commandes passées en mars 2015.

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
2 mars	DECI n° 16 Campagne annuelle de dératisation du canton de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	4 625 € HT Sté RV3D
25 mars	DECI n°17 Contrat de location d'un logement à Bellegarde Poussieu	490 € / mois + 70€ de charges Mme FAURE de FONDCLAIR

X- QUESTIONS DIVERSES

- Maison de santé pluri professionnelle

Historique :

La genèse de ce projet émane d'un constat commun de la part des élus et des professionnels de santé concernant l'accentuation de la moyenne d'âges des médecins du territoire et la difficulté à faire venir de nouveaux professionnels sur ce territoire.

Dans l'atlas Rhône-Alpes 2011, réalisé par le Conseil National de l'ordre des médecins, nous constatons que sur le territoire de Beaurepaire, la moyenne d'âge des médecins généralistes est de 55 ans mais surtout que le nombre de médecins par rapport au nombre d'habitants est le plus faible du département.

Une réflexion s'est engagée entre les professionnels de santé du territoire, le Conseil Général et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire depuis le 16 juillet 2012 sur la création d'une maison de santé pluridisciplinaire sur le Territoire de la Communauté de Communes de Beaurepaire.

Mr Pierre BAVUZ a été désigné comme référent de ce projet pour les professionnels de santé.

La première réunion entre tous les professionnels de santé exerçant sur le territoire (46 professionnels de santé convoqués – 24 présents), le président de la CCTB, le directeur de la Maison du territoire du Conseil Général s'est déroulé le 16 juillet 2012.

Au cours de l'année 2013, un programmiste a précisé le projet afin de déterminer une estimation financière.

Lors du résultat de son travail, le 25 septembre 2013, 14 professionnels ont décidé de s'engager dans cette démarche. Ainsi, ces professionnels ont formulé un projet de santé intégré au projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire.

Echéances du Conseil Communautaire :

21 janvier 2013 : Modification des statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire afin d'ajouter dans le 3/ Compétences supplémentaires : construction d'une maison de santé

16 décembre 2013 : Autorisation pour déposer le dossier de la maison de santé auprès de l'ARS

16 mai 2014 : présentation du dossier à ARS – avis favorable

28 juillet 2014 : Lancement de la procédure de sélection du maître d'œuvre

26 janvier 2015 : Validation du programme technique détaillé de maison de santé avec une surface utile de 1 135 m² ou totale de 1 418 m² pour un coût global de 2 713 563 €, et création d'un jury de concours composé de :

- Président – Mr NUCCI
- 5 membres du conseil communautaire

Titulaires :

- Philippe MIGNOT
- Jean Paul MONTAGNIER
- Angéline APPRIEUX
- Gérard BECT
- Stéphanie BOISAUBERT

Suppléants :

- Jean Claude LEBEAU
- Claude NICAISE
- Etienne MAUGICE
- Denis MERLIN
- Gilbert PERROT

Sont associées au jury, sans voix délibérative, Mr BAVUZ (Président de l'association des professionnels de santé) et Mr GILIBERT (Trésorier de l'association des professionnels de santé)

12 mars 2015 : Complément de la délibération du 26 janvier 2015 relative à la composition du jury de concours :

- Tiers maître d'œuvre :
 - Mr PEPILLO – Architecte CAUE
 - Mme ROCHE – architecte
 - Mr EMPTOZ – Directeur des services techniques
- Communauté de Communes Bièvre Isère

Lancement de la consultation :

DATE D'ENVOI : 25 février 2015

Type de concours : restreint

Nombre de participants envisagé / nombre maximal : 4

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS :

- Qualité de la réponse au programme
- compatibilité argumentée du projet avec l'enveloppe affectée aux travaux.

Date limite de réception des projets ou des demandes de participation : 23 juin 2015 à 17h00

Date d'envoi des invitations à participer aux candidats sélectionnés : 23 avril 2015

Information sur les primes : montant des primes à attribuer : 11 500 euros (H.T.)

Procédure de sélection

L'avis s'adresse à un maître d'œuvre ou une équipe de maîtrise d'œuvre qui doit être constituée :

- architectes inscrits à l'ordre
- bureau(x) d'études techniques tous corps d'état
- compétences en démarches environnementale
- un économiste de la construction

L'expérience requise sera explicite par la réalisation d'équipements d'importance ou de complexité équivalente à l'opération envisagée. En cas de groupement, l'architecte sera mandataire du groupement.

A) critère de sélection des concurrents:

- qualification et qualité du candidat et de l'équipe candidate
- qualité des références fournies

B) dossier de candidature à remettre

* dossier administratif :

- lettre de motivation argumentée pour réaliser le projet rappelant le rôle de chaque membre de l'équipe et de la méthode de travail proposée
- lettre de candidature identifiant le candidat ou les membres du groupement candidat y compris le mandataire (DC1)
- pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature ou les membres du groupement candidat - DC2
- déclaration sur l'honneur que le candidat n'est pas interdit d'accès à la commande publique
- le cas échéant le jugement de redressement judiciaire

* dossier technique :

- présentation synthétique du candidat ou de l'équipe candidate (composition, titres d'étude, compétences, répartition des tâches – références précisant pour chacune d'elles le nom du projet, du maître d'œuvre, la composition de l'équipe, le site, l'année de sa réalisation, la mission réellement effectuée, la superficie, le coût des travaux), impérativement sur le tableau de présentation joint (cadre n°1 imposé)
- présentation détaillée de quatre d'entre elles seront illustrées sous forme de deux affiches A3 jointes (cadres n°2 et 3 imposés)

Les cadres imposés seront impérativement fournis, en plus du support papier, sur support numérique en format PDS. Ces documents seront projetés au jury

Un comité technique a été constitué par l'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de procéder à l'ouverture des enveloppes et l'analyse des pièces administratives et références.

Il ressort ainsi :

- 61 dossiers ont été enregistrés dans le cadre des délais fixés par l'avis de concours. Deux anomalies ont été constatées :
 - 1 envoi dématérialisé par le biais de la plateforme de téléchargement – au moment du déchetage, le dossier est apparu vide.
 - 1 envoi par mail électronique directement sur l'adresse de Mme Karine PETIT – Chargée des marchés publics – Le candidat n'ayant pu déposer son offre sur la plateforme, son certificat électronique n'étant plus valide
- Dans le cadre de l'analyse, il est également apparu que des dossiers étaient incomplets. Ces dossiers n'ont pas été examinés par les membres du jury au regard de l'équité, les autres candidats ayant fait l'effort de fournir les éléments demandés (lettre de motivation argumentée – fiche synthétique de candidature – support dématérialisé – cadres imposés des références.

Les 54 équipes restantes ont donc été visualisées par le jury.

Un premier tour de vote au terme duquel il a été permis de recenser les 10 candidats les plus intéressants.

Après un nouvel examen des références et les observations éventuelles de tout un chacun, un nouveau vote a permis de donner le résultat suivant :

Sélection de 4 candidats :

- 2H+G architectes (La Voulte sur Rhône – 07)
- Atelier espace architecture (Péage de Roussillon – 38)
- L'atelier architectes (Rilleux la Pape – 69)
- Bruno Quemin architecte (Beaurepaire – 38)

Une visite du site avec les architectes est prévue le 29 avril prochain.

Leur offre devra parvenir à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire le 23 juin dernier délai. Le prochain jury de concours aura lieu courant juillet.

- Restaurants du cœur

Les bénévoles des Restaurants du Cœur de Penol, remercient très chaleureusement la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour les dons de fruits et légumes qu'elle a effectué par l'intermédiaire de Messieurs PETIT et CHENU durant cet hiver au bénéfice des familles les plus démunies de la Bièvre. Il a été accueilli 207 familles et distribué environ 32 600 repas.

INFORMATION